

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Ville de Varennes | 59020 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Julie Crochetière, CPA, CGA, atteste la véracité du Rapport financier consolidé de Ville de Varennes pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021.

[Originale signée]

Signature _____ Date 9 mai 2022

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	8
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	26
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	27
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	28
Situation financière par organismes	29
Charges par objets	30
Excédent (déficit) accumulé	31
Avantages sociaux futurs	35

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	46
Analyse des charges consolidées	58

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de
Ville de Varennes

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la Ville de Varennes (ci-après « la municipalité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2021 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables, et les autres renseignements complémentaires.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la municipalité au 31 décembre 2021 ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Observations - informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la municipalité inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S15 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la municipalité à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la municipalité ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la municipalité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

-nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

-nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la municipalité;

-nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

-nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la municipalité à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la municipalité à cesser ses activités;

-nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

-nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L
CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A125850
Ville de Granby, 9 mai 2022

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Budget	Réalisations	
		2021	2021	2020
Revenus				
Taxes	1	37 347 371	37 232 157	36 441 594
Compensations tenant lieu de taxes	2	793 888	797 453	792 537
Quotes-parts	3		307 010	116 828
Transferts	4	626 946	4 703 246	6 098 321
Services rendus	5	1 235 767	1 303 154	1 141 921
Imposition de droits	6	1 886 678	3 289 088	2 905 737
Amendes et pénalités	7	1 034 939	1 076 149	952 528
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	405 941	444 362	378 001
Autres revenus	10	1 517 496	11 647 481	23 161 983
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	44 849 026	60 800 100	71 989 450
Charges				
Administration générale	14	8 238 868	7 955 003	6 847 111
Sécurité publique	15	8 414 997	8 770 587	8 322 022
Transport	16	9 473 263	9 273 671	7 764 154
Hygiène du milieu	17	7 978 581	8 492 625	7 911 941
Santé et bien-être	18	334 984	286 949	310 908
Aménagement, urbanisme et développement	19	1 343 601	4 194 555	4 743 664
Loisirs et culture	20	11 689 763	11 844 069	10 536 637
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	1 609 688	1 570 446	1 586 731
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	49 083 745	52 387 905	48 023 168
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(4 234 719)	8 412 195	23 966 282
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		133 628 488	109 662 206
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		133 628 488	109 662 206
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		142 040 683	133 628 488

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	19 307 517	14 479 823
Débiteurs (note 5)	2	30 004 119	29 302 711
Prêts (note 6)	3	309 224	165 030
Placements de portefeuille (note 7)	4	322 889	285 014
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7	11 212	1 448 210
	8	49 954 961	45 680 788
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	9 665 346	
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	9 579 052	10 502 574
Revenus reportés (note 12)	12	2 703 570	2 709 840
Dette à long terme (note 13)	13	66 847 359	67 117 755
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	460 788	434 013
Autres passifs (note 14)	15		44 670
	16	89 256 115	80 808 852
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(39 301 154)	(35 128 064)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	167 215 841	158 083 715
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	13 541 183	9 997 449
Stocks de fournitures	20	182 344	184 303
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	402 469	491 085
	23	181 341 837	168 756 552
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	142 040 683	133 628 488
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Budget	Réalisations	
		2021	2021	2020
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(4 234 719)	8 412 195	23 966 282
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2	(226 378)	18 181 736	24 812 088
Produit de cession	3	1 793	1 922 558	9 052 911
Amortissement	4	8 250 365	8 814 077	8 342 742
(Gain) perte sur cession	5	(1 793)	(1 686 786)	(8 163 372)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	8 023 987	(9 131 887)	(15 579 807)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		(3 543 968)	578 329
Variation des stocks de fournitures	10		1 953	28 754
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		88 617	(202 066)
	13		(3 453 398)	405 017
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	3 789 268	(4 173 090)	8 791 492
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(35 128 064)	(43 919 556)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(35 128 064)	(43 919 556)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(39 301 154)	(35 128 064)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	8 412 195	23 966 282
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	8 814 077	8 342 742
Autres			
▪ Cession d'immobilisations	3	(1 683 144)	(8 158 487)
▪ Remboursement indemnité UMQ	4		27 720
	5	15 543 128	24 178 257
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(701 408)	(14 485 272)
Autres actifs financiers	7	1 436 998	840 455
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	474 850	(1 440)
Revenus reportés	9	(6 270)	209 345
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	26 775	(24 743)
Propriétés destinées à la revente	11	(3 543 734)	578 329
Stocks de fournitures	12	1 958	28 754
Autres actifs non financiers	13	88 616	(202 068)
	14	13 320 913	11 121 617
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15	(19 625 016)	(23 332 282)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16	1 918 916	9 048 026
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18		
	19	(17 706 100)	(14 284 256)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20	(244 030)	(89 609)
Remboursement ou cession	21	61 961	53 464
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22	()	()
Cession	23		
	24	(182 069)	(36 145)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	25	13 440 000	23 589 991
Remboursement de la dette à long terme	26	(13 737 391)	(14 042 087)
Variation nette des emprunts temporaires	27	9 665 346	(6 050 000)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28	26 995	(79 404)
Autres			
▪	29		
▪	30		
	31	9 394 950	3 418 500
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	4 827 694	219 716
Solde déjà établi	33	14 479 823	14 260 107
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	34		
Solde redressé	35	14 479 823	14 260 107
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	36	19 307 517	14 479 823

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Varennes (ci-après « la municipalité ») est constituée en vertu de la Loi sur les cités et villes.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la municipalité, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S15 et S23.

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la municipalité. Ils incluent aussi la quote-part revenant à la municipalité des actifs, passifs, des revenus et des charges consolidés proportionnellement ligne par ligne des partenariats auxquels elle participe.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

La municipalité participe aux partenariats suivants dans les proportions indiquées :

	Consolidation proportionnelle ligne par ligne %
Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent	11,953
Régie intermunicipale de l'eau potable Varennes, Sainte-Julie, Saint-Amable	de 4,47 à 100
Régie intermunicipale du Centre multisports régional	45,000
Régie intermunicipale des services animaliers de la Vallée du Richelieu	15,096

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la municipalité doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la municipalité pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

ces estimations.

C) Actifs

Les actifs se composent de ce qui suit :

a) Actifs financiers

Les actifs financiers sont comptabilisés au coût

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la municipalité est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

Placements de portefeuille

Les placements de portefeuille sont comptabilisés au coût.

Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable.

Prêts

Lors de l'évaluation initiale, les prêts sont évalués au coût (lequel correspond généralement au montant de trésorerie transféré), à l'exception des prêts assortis de conditions avantageuses importantes. Lorsque les conditions du prêt sont avantageuses à un point tel que, en substance, une partie ou la totalité de l'opération s'apparente davantage à une subvention qu'à un prêt, l'élément subvention de l'opération est constaté à titre de charges à l'état consolidé des résultats au moment de l'attribution du prêt.

Des provisions pour moins-value sont constituées pour désigner les prêts au plus faible du coût et de la valeur nette de recouvrement et traduisent, en conséquence, le degré de recouvrabilité et le risque de perte. L'évaluation peut être effectuée prêt par prêt ou pour une catégorie donnée de prêts. Les provisions pour moins-value sont déterminées à l'aide des meilleures estimations possible, compte tenu des faits passés, des conditions actuelles et de toutes les circonstances connues à la date de préparation des états financiers. Lorsqu'un prêt a été provisionné pour moins-value, en totalité ou en partie, et que le recouvrement du prêt est considéré par la suite comme probable, la provision pour moins-value constituée à l'égard du prêt peut être réduite.

b) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Immobilisations corporelles

Amortissement

Les immobilisations corporelles sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

Taux

Infrastructures	2,5 % à 20 %
Bâtiments	2,5 % à 6,67 %
Améliorations locatives	10 %
Véhicules	5 % à 33 %
Ameublement et équipement de bureau	10 % à 20 %
Machinerie, outillage et équipement divers	5 % à 33 %

Les immobilisations corporelles en cours sont amorties dès leur mise en service. L'amortissement des immobilisations corporelles est inclus dans les charges à l'état consolidé des résultats, mais retiré aux fins du calcul de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales.

Moins-value

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la municipalité de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations corporelles est passée en charges à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

Stocks de fournitures

Les stocks de fournitures sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti (PEPS).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**D) Passifs***Frais reportés liés à la dette à long terme*

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

Passif au titre d'assainissement des sites contaminés

Les obligations découlant de la réhabilitation de terrains contaminés sous la responsabilité de la municipalité, ou pouvant de façon probable relever de sa responsabilité, sont comptabilisées au passif au poste Assainissement des sites contaminés dès que la contamination survient ou que la municipalité en est informée, qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause. Le passif comprend les coûts estimatifs de la gestion et de la réhabilitation des terrains contaminés ainsi que les coûts afférents à la maintenance et à la surveillance après assainissement, le cas échéant. L'évaluation de ces coûts est établie à partir de la meilleure information disponible et est révisée annuellement.

E) Revenus*Constatation des revenus*

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Les contributions de la Municipalité régionale de comté de Marguerite d'Youville relatives à l'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisées dans l'exercice au cours duquel elles sont autorisées, lorsque les critères d'admissibilité ont été satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants est possible. Ces contributions sont reportées et comptabilisées à titre de revenus de transfert au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles elles sont affectées.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les intérêts sur les placements et les autres revenus d'intérêts sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge de fonctionnement correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les crédettes et charges à payer pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime de retraite simplifié (RRS) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

La charge de fonctionnement est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projections des salaires futures. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

5 décembre 2014 (« la Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état consolidé de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Régie en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2021 selon la méthode suivante : valeur lissée 3 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. Il fait l'objet en contrepartie d'une dépense constatée à taxer ou à pourvoir.

Le déficit initial au titre des avantages sociaux futurs constaté en date du 1er janvier correspond à la somme des déficits initiaux moins les surplus initiaux en prenant en considération tous les régimes, capitalisés et non capitalisés. La constatation s'est faite par redressement du surplus (déficit) accumulé non affecté des exercices antérieurs. Ce redressement fait l'objet en contrepartie d'un montant à pourvoir dans le futur pour fins de taxation.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la municipalité a choisi de reporter l'imposition, en tout ou en partie, de la taxation aux exercices futurs.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

S'il y a lieu, le montant présenté est le montant net des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la municipalité a choisi de devancer l'imposition, en tout ou en partie, de la taxation.

Ce montant est créé aux fins suivantes et est amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux informations sectorielles consolidées de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes :

Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables:

- Avantages sociaux futurs :
 - pour le passif constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés, celui-ci est amorti linéairement sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants;
 - pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régimes de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;
 - pour le montant négatif créé en 2010 pour contrer l'effet de la charge des cotisations versées par un autre employeur : sur le DMERCA des salariés participants au 31 décembre 2010.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement : au fur et à mesure du remboursement en capital des dettes.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments

S.O.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2021	2020
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	19 307 517	14 456 879
Découvert bancaire	2 ()	(
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3		22 944
Autres éléments			
▪	4		
▪	5		
▪	6		
▪	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	19 307 517	14 479 823
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	7 880 205	9 787 082
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	6 055 814	2 828 720

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Note

Les sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont associées aux réserves financières relatives à l'assainissement des eaux, reconstruction de rues, aqueduc et eau potable, fonds patrimonial et autres et aux fonds réservés pour le fonds de roulement et aux soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés.

Détail de l'encaisse et des placements affectés au 31 décembre

	2021	2020
	\$	\$
- Municipalité	5 662 107	6 584 872
- Partenariats	2 218 098	3 202 210

Flux de trésorerie

Intérêts payés au cours de l'exercice	1 366 579	1 411 133
Intérêts reçus au cours de l'exercice	415 788	341 358

5. Débiteurs

		2021	2020
Taxes municipales	11	1 134 946	1 813 820
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	8 196 989	8 288 885
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	3 663 655	3 297 677
Organismes municipaux	15	934 180	1 226 723
Autres			
▪ Autres comptes à recevoir	16	1 996 018	1 434 935
▪ Cession d'actifs immobilisés	17	14 078 331	13 240 671
	18	30 004 119	29 302 711
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	6 008 103	5 874 224
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	6 008 103	5 874 224
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	156 233	109 096

Note

Les montants des débiteurs autres - Cession d'actifs immobilisés, encaissables sur plusieurs exercices, totalisent 14 078 331 \$ et portent intérêt à des taux variant de 0 % à 12 % (0 % à 12 % au 31 décembre 2020) et viennent à échéance au plus tard en 2035. Ces débiteurs sont greffés d'une hypothèque légale de premier rang permettant à la municipalité de reprendre l'actif advenant un défaut de paiement.

Les montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme portent intérêt à des taux variant de 1,2% à 4,11% (1,75% à 4,11% au 31 décembre 2020) et viennent à échéance au plus tard en 2041.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

6. Prêts

		2021	2020
Prêts à un office d'habitation	24		
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
▪ Prêts FIME (R836)	26	110 507	118 819
▪ Prêts fosses septiques (R918)	27	198 717	46 211
	28	309 224	165 030
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		

Note**7. Placements de portefeuille**

		2021	2020
Placements à titre d'investissement	30	322 889	285 014
Autres placements	31		
	32	322 889	285 014
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note**8. Avantages sociaux futurs**

		2021	2020
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	(460 788)	(434 013)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37	(460 788)	(434 013)
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	515 535	407 597
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40	580 692	564 257
Autres régimes (REER et autres)	41	434 474	467 387
Régimes de retraite des élus municipaux	42	43 477	48 833
	43	1 574 178	1 488 074

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

		2021	2020
Propriétés destinées à la revente (note 16)	44	11 212	1 448 210
Autres	45		
	46	11 212	1 448 210

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Note**10. Emprunts temporaires**

La municipalité bénéficie d'emprunts temporaires autorisés, d'un montant total de 42 552 100 \$, portant intérêt à des taux variant du taux préférentiel moins 0,50 % (1,95 %) au taux préférentiel moins 0,35 % (2,10%) (taux préférentiel moins 0,35% (2,10%) au 31 décembre 2020) et renouvelables annuellement. Ces emprunts sont utilisés pour le financement à court terme de projets particuliers entrepris par la municipalité.

11. Crédoiteurs et charges à payer

		2021	2020
Fournisseurs	47	3 707 756	4 056 148
Salaires et avantages sociaux	48	3 097 713	3 140 655
Dépôts et retenues de garantie	49	2 470 801	2 806 961
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Autres			
▪ Taxes à la conso à payer	51	23 620	146 083
▪ Intérêts courus dette L.T.	52	235 740	265 715
▪ Organismes municipaux	53	43 422	87 012
▪	54		
▪	55		
	56	9 579 052	10 502 574

Note

Au cours de l'exercice, la municipalité a acquis des immobilisations corporelles, dont un montant de 3 236 258\$ (4 679 571\$ au 31 décembre 2020) est inclus dans les comptes fournisseurs et dépôts et retenues de garantie.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

12. Revenus reportés

		2021	2020
Taxes perçues d'avance	57	144 234	147 361
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	58	1 295 019	1 258 561
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	59		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	60	528 713	551 510
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	61		
Société québécoise d'assainissement des eaux	62		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	63		
Autres contributions des promoteurs	64		
Fonds de redevances réglementaires	65		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	66		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	67		
Accès entreprise Québec	68		
Autres			
▪ Transferts	69	262 918	232 437
▪ Location de terres	70	1 500	3 526
▪ Transactions immobilières	71	468 695	510 995
▪ Autres organismes consolidés	72	2 491	5 450
▪	73		
▪	74		
▪	75		
	76	2 703 570	2 709 840

Note**13. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2021	2020
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,50	2,88	2022	2041	77	67 270 263	67 517 537
Obligations et billets en monnaies étrangères					78		
Gains (pertes) de change reportés					79		
					80		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					81		
Organismes municipaux					82		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	3,29	18,54	2022	2023	83	22 413	72 530
Autres					84		
					85	67 292 676	67 590 067
Frais reportés liés à la dette à long terme					86	(445 317)	(472 312)
					87	66 847 359	67 117 755

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2021
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2022	88	3 885 990	22 128		3 908 118
2023	89	3 882 330	285		3 882 615
2024	90	3 913 760			3 913 760
2025	91	3 896 235			3 896 235
2026	92	922 035			922 035
2027 et plus	93	50 769 913			50 769 913
	94	67 270 263	22 413		67 292 676
Intérêts et frais accessoires	95		()	()	
	96	67 270 263	22 413		67 292 676

Note**14. Autres passifs**

	2021	2020
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	97	
Assainissement des sites contaminés	98	44 670
Autres		
▪	99	
▪	100	
▪	101	
▪	102	
	103	44 670

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	104	24 565 543	184 742		24 750 285
Eaux usées	105	49 919 278	132 308		50 051 586
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	106	94 284 895	4 015 886		98 300 781
Autres					
▪ Autres	107	27 062 059	387 517		27 449 576
▪	108				
Réseau d'électricité	109				
Bâtiments	110	39 797 658	5 395 379		45 193 037
Améliorations locatives	111	175 365	1 127		176 492
Véhicules	112	10 741 833	587 103	40 258	11 288 678
Ameublement et équipement de bureau	113	3 113 046	218 549		3 331 595
Machinerie, outillage et équipement divers	114	9 464 863	693 157		10 158 020
Terrains	115	7 184 131		235 538	6 948 593
Autres	116	100 825			100 825
	117	266 409 496	11 615 768	275 796	277 749 468
Immobilisations en cours	118	1 043 141	6 565 968		7 609 109
	119	267 452 637	18 181 736	275 796	285 358 577
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	120	10 406 383	612 554	5	11 018 932
Eaux usées	121	28 065 463	1 288 430		29 353 893
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	122	31 789 042	3 133 143		34 922 185
Autres					
▪ Autres	123	10 615 570	1 207 544		11 823 114
▪	124				
Réseau d'électricité	125				
Bâtiments	126	14 681 486	1 200 636		15 882 122
Améliorations locatives	127	137 203	3 796		140 999
Véhicules	128	5 045 792	615 736	40 258	5 621 270
Ameublement et équipement de bureau	129	2 026 912	301 967		2 328 879
Machinerie, outillage et équipement divers	130	6 501 848	449 253		6 951 101
Autres	131	99 223	1 018		100 241
	132	109 368 922	8 814 077	40 263	118 142 736
VALEUR COMPTABLE NETTE	133	158 083 715			167 215 841
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	134	488 459		150 633	337 826
Amortissement cumulé	135	(280 997)	(15 457)	(16 743)	(313 197)
Valeur comptable nette	136	207 462			24 629

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

16. Propriétés destinées à la revente

		2021	2020
Immeubles de la réserve foncière	137		
Immeubles industriels municipaux	138	5 405 715	10 939 681
Autres	139	8 146 680	505 978
	140	13 552 395	11 445 659
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	141	11 212	1 448 210
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	142	13 541 183	9 997 449

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	143				
▪	144				
▪	145				
▪	146				
	147				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	148				
▪	149				
▪	150				
▪	151				
	152				
VALEUR COMPTABLE NETTE	153				

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2021	2020
Frais payés d'avance			
▪ Frais payés d'avance	154	315 015	416 181
▪ Frais payés d'avance - Parten.	155	87 454	74 904
▪	156		
Autres			
▪	157		
▪	158		
	159	402 469	491 085

Note**19. Obligations contractuelles**

La municipalité s'est engagée, en vertu de contrats de location de locaux échéant à différentes dates jusqu'en 2047, à verser des loyers totalisant 34 157 829 \$. Les paiements minimums exigibles en vertu de ces contrats de

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

location pour les cinq prochains exercices s'élèvent à 1 083 947 \$ en 2022, à 1 981 824 \$ en 2023, à 1 996 222 \$ en 2024, à 1 648 429 \$ en 2025 et à 1 261 950 \$ en 2026.

De plus, la municipalité s'est engagée, d'après des contrats d'évaluation, d'assurances collectives et autres obligations échéant en 2025, à verser une somme de 4 841 530 \$.

20. Droits contractuels

La municipalité reçoit annuellement du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation des subventions pour rembourser le capital et les intérêts sur des emprunts à long terme contractées pour le financement de projets d'immobilisations corporelles et d'infrastructures terminés. Les subventions pour le remboursement des intérêts totalisent 1 693 403 \$ sur une période de 20 ans. L'échéancier de ces subventions est de 173 922 \$ en 2022, 164 023 \$ en 2023, 153 695 \$ en 2024, 163 259 \$ en 2025 et 170 630 \$ en 2026.

21. Passifs éventuels

Les passifs éventuels se composent de ce qui suit :

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2021	2020
160			

La municipalité est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de l'Autorité régionale de transport métropolitain et de EXO. Au 31 décembre 2021, la portion de la dette à long terme attribuable à la municipalité s'élève à 460 000 \$ et 2 066 686 \$ respectivement.

La municipalité est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la Communauté métropolitaine de Montréal. Au 31 décembre 2021, la portion de la dette à long terme attribuable à la municipalité s'élève à 171 916 \$.

La municipalité est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la Municipalité régionale de comté de Marguerite d'Youville. Au 31 décembre 2021, la portion de la dette à long terme attribuable à la municipalité s'élève à 1 999 974 \$.

B) Auto-assurance

La municipalité assume en partie l'auto-assurance de l'invalidité court terme conjointement avec un programme de supplément au chômage pour certains employés de la Régie intermunicipale de police Richelieu - Saint-Laurent.

C) Poursuites

Au 31 décembre 2021, les réclamations en dommages et expropriation contestées

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

par la municipalité s'élèvent à environ 782 000 \$. La municipalité est couverte par une assurance responsabilité de 10 millions \$ concernant les réclamations en dommages. Tout paiement additionnel pouvant résulter du dénouement de ces éventualités sera imputé aux résultats de l'exercice en cours. La direction est d'avis que ces réclamations sont non fondées ou n'excéderont pas le montant couvert par l'assurance responsabilité et, par conséquent, aucune provision n'a été comptabilisée à ces égards.

Au 31 décembre 2021, la municipalité est mis en cause dans une poursuite en lien avec le transport lourd qui prend la forme d'une injonction permanente forçant la municipalité à procéder à l'implantation de mesures de mitigations en plus des montants pour dommages-intérêts compensatoires moraux. À la date de mise au point définitive des états financiers, les procédures judiciaires sont encore à leur débuts et il est difficile d'évaluer les montants déposés. Les montants demandés par les demandeurs varient entre 17 500 000 \$ et 30 000 000\$. Il est à noter que cette poursuite serait couverte par une assurance responsabilité. Par conséquent, aucune provision n'a été comptabilisée.

D) Autres

GRIEFS

Des avis de griefs ont été déposés par certains employés de la Régie intermunicipale de police Richelieu - Saint-Laurent pour un montant total indéterminé. La régie croit au bien-fondé de sa défense et continue à faire valoir ses droits devant les tribunaux. Les pertes qui, le cas échéant, résulteraient de ces poursuites seraient comptabilisées aux résultats de l'exercice où elles seraient connues.

CONTESTATIONS D'ÉVALUATION

Des contribuables résidentiels et non résidentiels ont contesté l'évaluation foncière de certaines propriétés inscrites au rôle pour les exercices 2019 à 2021. Actuellement, il est impossible de déterminer les pertes éventuelles que la municipalité pourrait subir au cours des prochains exercices.

Advenant des jugements défavorables pour la municipalité concernant ces litiges, les pertes seraient imputées aux résultats consolidés de l'exercice en cours.

ENVIRONNEMENT

La municipalité a procédé à un inventaire de ses terrains qui pourrait engendrer un passif au titre des sites contaminés tel que prévu par le Chapitre 3260 des Normes comptables pour le secteur public du Manuel de CPA Canada. Pour réaliser cette estimation, la municipalité a répertorié tous les terrains en sa possession et elle a identifié les sites connus pour leur contamination et les sites avec une contamination potentielle. La municipalité a déterminé sa responsabilité concernant la contamination de ces terrains, puis, elle a déterminé si la perte d'avantages économiques futurs concernant les sites identifiés était probable et s'il était possible d'estimer le coût de réhabilitation du terrain de façon raisonnable en fonction des informations dont la municipalité possédait.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

À l'issue de ce travail, la municipalité a relevé aucun site qui répondent aux critères du Chapitre 3260.

Au cours de l'exercice 2021, aucun travaux de décontamination et de nettoyage ont été réalisés. Le taux d'actualisation est de 2 %. Le passif est évalué annuellement pour tenir compte de tout changement pouvant affecter la situation de ces terrains et les variations du passif seront constatées dans l'exercice au cours duquel ces variations seront effectives.

Il ne sera pas possible pour la municipalité d'exercer un recouvrement dans aucun de ces cas.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

24. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les partenariats auxquels elle participe, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles consolidées.

25. Instruments financiers

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

- 26** La municipalité possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 5 000 000\$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Réalisations 2020	Budget 2021	Réalisations 2021			Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	36 399 129	37 347 371	37 196 841			37 196 841
Compensations tenant lieu de taxes	2	792 537	793 888	797 453			797 453
Quotes-parts	3					5 631 104	307 010
Transferts	4	2 801 172	626 946	796 386			796 386
Services rendus	5	732 332	679 145	879 136		424 018	1 303 154
Imposition de droits	6	2 852 073	1 838 900	3 236 500		52 588	3 289 088
Amendes et pénalités	7	305 000	383 500	393 257		682 892	1 076 149
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	343 088	377 990	418 802		25 560	444 362
Autres revenus	10	22 642 086	1 395 612	11 194 592		221 411	11 244 401
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	66 867 417	43 443 352	54 912 967		7 037 573	56 454 844
Investissement							
Taxes	13	42 465		35 316			35 316
Quotes-parts	14						
Transferts	15	3 297 149		3 906 860			3 906 860
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18	308 748		403 080			403 080
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21	3 648 362		4 345 256			4 345 256
	22	70 515 779	43 443 352	59 258 223		7 037 573	60 800 100
Charges							
Administration générale	23	6 526 904	7 964 874	7 671 456	283 547		7 955 003
Sécurité publique	24	6 950 167	7 019 084	7 093 866	220 301	5 461 550	8 770 587
Transport	25	4 376 026	7 646 255	5 377 796	3 895 875		9 273 671
Hygiène du milieu	26	5 544 199	5 183 808	6 095 733	2 062 943	1 505 355	8 492 625
Santé et bien-être	27	310 908	334 984	286 949			286 949
Aménagement, urbanisme et développement	28	4 706 561	1 305 271	4 161 172	33 383		4 194 555
Loisirs et culture	29	8 755 947	8 600 572	10 076 370	1 809 933	276 926	11 844 069
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	1 411 133	1 435 720	1 366 579		203 867	1 570 446
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	7 830 085	8 098 084	8 305 982	(8 305 982)		
	34	46 411 930	47 588 652	50 435 903		7 447 698	52 387 905
	35	24 103 849	(4 145 300)	8 822 320		(410 125)	8 412 195
Excédent (déficit) de l'exercice							

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		<u>Réalisations 2020</u>	<u>Budget 2021</u>	<u>Réalisations 2021</u>		
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Organismes contrôlés et partenariats</u>	
					<u>Total consolidé¹</u>	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	24 103 849	(4 145 300)	8 822 320	(410 125)	8 412 195
Moins : revenus d'investissement	2	(3 648 362)	()	(4 345 256)	()	4 345 256
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	20 455 487	(4 145 300)	4 477 064	(410 125)	4 066 939
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Amortissement	4	7 830 085	8 098 084	8 305 982	508 095	8 814 077
Produit de cession	5	9 048 026		1 918 916	3 642	1 922 558
(Gain) perte sur cession	6	(8 158 487)		(1 683 144)	(3 642)	(1 686 786)
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	8 719 624	8 098 084	8 541 754	508 095	9 049 849
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9	3 031 325		1 539 887		1 539 887
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11	3 031 325		1 539 887		1 539 887
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12	51 628		32 322		32 322
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13	29 556		20 588		20 588
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15	81 184		52 910		52 910
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	66 843	145 500	361 937		361 937
Remboursement de la dette à long terme	17	(5 332 823)	(3 587 444)	(3 597 584)	(190 805)	(3 788 389)
	18	(5 265 980)	(3 441 944)	(3 235 647)	(190 805)	(3 426 452)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(15 857 135)	(349 134)	(476 236)	(45 923)	(522 159)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	144 500	340 000	340 000		340 000
Excédent de fonctionnement affecté	21	509 139		633 484	704 622	1 338 106
Réserves financières et fonds réservés	22	(4 861 797)	(445 320)	(842 254)	(76 313)	(918 567)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	474 763	(56 386)	404 438	(9 465)	394 973
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(19 590 530)	(510 840)	59 432	572 921	632 353
	26	(13 024 377)	4 145 300	6 958 336	890 211	7 848 547
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	7 431 110		11 435 400	480 086	11 915 486

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	Réalizations 2020		Réalizations 2021	
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	3 648 362	4 345 256	4 345 256
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Acquisition d'immobilisations corporelles				
Administration générale	2 (	297 915 )(	300 622 )(	300 622)
Sécurité publique	3 (	116 982 )(	610 290 )(	116 516)(
Transport	4 (	13 474 339 )(	8 781 361 )(	8 781 361)
Hygiène du milieu	5 (	6 374 916 )(	1 789 780 )(	180 115)(
Santé et bien-être	6 () () () (
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	64 880)() () (
Loisirs et culture	8 (	4 303 887 )(	6 403 052 )(	6 403 052)
Réseau d'électricité	9 () () () (
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 () () () (
	11 (	24 632 919 )(	17 885 105 )(	296 631)(
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	12 (	1 612 540 )(	3 646 622 )(	3 646 622)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Émission ou acquisition	13 (	89 607 )(	212 269 )(	212 269)
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	14	15 404 437	6 425 389	6 425 389
Affectations				
Activités de fonctionnement	15	15 857 135	476 236	45 923
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	16	678 039	2 001 548	2 001 548
Excédent de fonctionnement affecté	17		3 810	3 810
Réserves financières et fonds réservés	18	3 204 053	3 066 706	112 551
	19	19 739 227	5 544 490	162 284
	20	8 808 598	(9 774 117)	(134 347)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	12 456 960	(5 428 861)	(134 347)
				(5 563 208)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2020		2021	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	11 185 955	16 120 146	3 187 371	19 307 517
Débiteurs (note 5)	2	28 555 970	29 303 811	883 368	30 004 119
Prêts (note 6)	3	165 030	309 224		309 224
Placements de portefeuille (note 7)	4	285 014	322 889		322 889
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6				
Autres actifs financiers (note 9)	7	1 448 210	11 212		11 212
	8	41 640 179	46 067 282	4 070 739	49 954 961
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10		9 535 000	130 346	9 665 346
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	9 795 054	8 807 043	955 069	9 579 052
Revenus reportés (note 12)	12	2 704 390	2 701 079	2 491	2 703 570
Dettes à long terme (note 13)	13	63 158 740	63 071 112	3 776 247	66 847 359
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14			460 788	460 788
Autres passifs (note 14)	15	44 670			
	16	75 702 854	84 114 234	5 324 941	89 256 115
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(34 062 675)	(38 046 952)	(1 254 202)	(39 301 154)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	150 909 491	160 253 076	6 962 765	167 215 841
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	9 997 449	13 541 183		13 541 183
Stocks de fournitures	20	128 430	148 874	33 470	182 344
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	416 181	315 015	87 454	402 469
	23	161 451 551	174 258 148	7 083 689	181 341 837
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	9 822 771	15 147 759	896 094	16 043 853
Excédent de fonctionnement affecté	25	1 604 087	1 240 755	1 841 183	3 081 938
Réserves financières et fonds réservés	26	14 594 247	12 573 665	164 527	12 738 192
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27	(495 165 ) (	1 174 715 ) (	84 305 ) (	1 259 020)
Financement des investissements en cours	28	(3 596 344)	(9 276 265)	(134 346)	(9 410 611)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	105 459 280	117 699 997	3 146 334	120 846 331
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	127 388 876	136 211 196	5 829 487	142 040 683
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2021	Réalizations 2021	Réalizations 2021	Réalizations 2020
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	13 075 196	13 128 772	17 121 022	15 742 519
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	3 229 720	3 195 664	4 256 718	3 931 090
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7				
Autres biens et services	8	10 731 846	10 974 574	12 454 133	9 532 485
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	1 318 662	1 248 659	1 248 659	1 281 430
D'autres organismes municipaux	10			122 812	124 399
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	117 058	117 920	117 920	129 703
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13			81 055	51 199
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	8 043 513	8 120 590	2 798 348	2 456 604
Transferts	15				
Autres	16	2 703 373	2 706 847	2 706 847	2 677 220
Autres organismes					
Transferts	17			29 419	
Autres	18	177 700	272 275	272 275	195 746
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19	8 098 084	8 305 982	8 814 077	8 342 742
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
Prog. aide, réclamations, etc.	21	93 500	824 733	824 733	526 706
	22				
Coût des propriétés vendues	23		1 539 887	1 539 887	3 031 325
	24	47 588 652	50 435 903	52 387 905	48 023 168

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	16 043 853	11 545 240
Excédent de fonctionnement affecté	2	3 081 938	2 847 258
Réserves financières et fonds réservés	3	12 738 192	14 795 012
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(1 259 020)	(588 945)
Financement des investissements en cours	5	(9 410 611)	(3 596 344)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	120 846 331	108 626 267
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	142 040 683	133 628 488
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	15 147 759	9 822 771
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	896 094	1 722 469
	11	16 043 853	11 545 240
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Budget exercice suivant	12	537 939	340 000
▪ Engagements	13	55 217	115 861
▪ Programme FIME	14	157 599	157 599
▪ R881 Mesures de mitigation	15	415 000	415 000
▪ Ententes aide limitées	16	75 000	575 627
▪	17		
▪	18		
▪	19		
▪	20		
	21	1 240 755	1 604 087
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ Affectation exercice suivant	22	1 280 032	606 611
▪ Affectation surp. acc. affect	23	561 151	636 560
▪	24		
	25	1 841 183	1 243 171
	26	3 081 938	2 847 258

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪ Assainissement des eaux	27 229 820	473 583
▪ Reconstruction de rues	28 140 914	291 841
▪ Aqueduc et eau potable	29 774 347	1 018 099
▪ Fonds Patrimonial	30 164 453	190 698
▪ Autres	31 1 397 795	953 562
	32 2 707 329	2 927 783
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	33	
▪	34	
▪	35	
	36	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	37 1 581 890	2 907 680
Organismes contrôlés et partenariats	38 62 525	98 763
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	39 8 284 446	8 758 784
Organismes contrôlés et partenariats	40 102 002	102 002
Montant non réservé		
Administration municipale	41	
Organismes contrôlés et partenariats	42	
Fonds local d'investissement	43	
Fonds local de solidarité	44	
Autres		
▪	45	
▪	46	
	47 10 030 863	11 867 229
	48 12 738 192	14 795 012

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 (55 223)	(62 275)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 ()	()
Mesure d'allègement pour la COVID-19	52 ()	()
Autres	53 (69 267)	(79 727)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	54 ()	()
	55 (124 490)	(142 002)
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	56 ()	()
Assainissement des sites contaminés	57 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58 ()	()
Autres		
▪	59 ()	()
▪	60 ()	()
	61 (124 490)	(142 002)
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	62 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	63 ()	()
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	64 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	65 ()	()
Autres		
▪	66 ()	()
▪	67 ()	()
	68 ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	69 ()	()
Mesure relative à la COVID-19	70 ()	()
Frais d'émission de la dette à long terme	71 (173 890)	(190 741)
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	72 ()	()
Autres		
▪	73 ()	()
▪	74 ()	()
	75 (173 890)	(190 741)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	76 (125 640)	193 798
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	77	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	78	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	79	
Autres		
▪ Aide à la relocalisation	80 (835 000)	(450 000)
	81 (960 640)	(256 202)
	82 (1 259 020)	(588 945)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	83 1 780 345	1 364 758
Investissements à financer	84 (11 190 956)	(4 961 102)
	85 (9 410 611)	(3 596 344)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	86 167 215 841	158 083 715
Propriétés destinées à la revente	87 13 552 395	11 445 659
Prêts	88 309 224	165 030
Placements de portefeuille à titre d'investissement	89 322 889	285 014
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	90	
	91 181 400 349	169 979 418
Ajustements aux éléments d'actif	92	
	93 181 400 349	169 979 418
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	94 (66 847 359)	(67 117 755)
Frais reportés liés à la dette à long terme	95 (445 317)	(472 312)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	96 6 224 582	5 997 954
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	97 214 076	238 962
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	98 300 000	
	99 (60 554 018)	(61 353 151)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	100 ()	()
	101 (60 554 018)	(61 353 151)
	102 120 846 331	108 626 267

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1		3
Régimes supplémentaires de retraite	2		

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

i) Régimes complémentaires de retraite des policiers syndiqués, des cadres et des employés de bureau et des préposés aux communications de la Régie intermunicipale de police Richelieu Saint-Laurent.

Les régimes capitalisés auprès de Retraite Québec font l'objet d'évaluations actuarielles triennales. Le régime des policiers a fait l'objet d'une évaluation actuarielle au 31 décembre 2019, et les régimes des cadres et des employés de bureau ont fait l'objet d'évaluations actuarielles au 31 décembre 2019.

Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipale

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (RLRQ, 2014, chap. S-2.1.1.) (« Loi RRSM »). La loi RRSM vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement aux services accumulés avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « volet antérieur ») et les services qui s'accumulent à compter du 1er janvier 2014 (ci-après le « volet courant »). Le présent rapport tient compte des ententes survenues entre les parties dans le cadre de la Loi RRSM pour les trois régimes de retraite.

Description des régimes:

1. Date d'entrée en vigueur des régimes: le 1er janvier 2008

2. Date de la retraite

a) Date de la retraite normale: à l'âge de 65 ans.

b) Date de la retraite facultative:

Relativement aux années de services reconnues antérieurement au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions du régime antérieur applicable, tel que stipulé aux annexes A,B et C des règlements des régimes.

Relativement aux années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008:

i) **Policiers syndiqués:** Tout participant peut prendre sa retraite le 1er jour de tout mois coïncidant avec ou suivant immédiatement la date à laquelle il atteint l'âge de 55 ans. Nonobstant ce qui précède, tout participant actif anciennement du régime antérieur de la Ville de Sainte-Julie dont l'âge ou les années de service totalisent 85 peut prendre sa retraite le 1er jour de tout mois précédant la date normale de sa retraite.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

ii) Cadres et employés de bureau et préposés aux communications: Tout participant actif âgé de 58 ans et plus dont l'âge et les années de service totalisent 80 peut prendre sa retraite le 1er jour de tout mois précédent la date de la retraite normale.

c) Date de retraite anticipée

Tout participant peut prendre sa retraite à compter de son 55e anniversaire de naissance (exception les policiers 50e anniversaire). Sa rente est alors réduite de 1/3% par mois (4% par année) pour chaque mois d'anticipation entre la date de la retraite anticipée et la date initiale de retraite facultative.

3. Créances de rente

a) Rente de base

Pour les années de services reconnues antérieures au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions applicables des régimes antérieurs, telle que stipulé aux annexes A,B et C du règlement du régime. Pour les années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008:2% de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite (exception 2% de la moyenne des cinq meilleurs salaires précédant la date de la retraite pour les employés de bureau et des préposés aux communications).

b) Rente de raccordement

Pour les années de services reconnues antérieures au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions applicables au régime antérieur, telles que stipulées aux annexes A,B et C du règlement du régime.

Pour les années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008: 0.5% de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite (exception de 0.35% de la moyenne des cinq meilleurs salaires précédant la date de la retraite pour les employés de bureau et les préposés aux communications).

4. Prestation en cas de cessation de service

Outre ce qui est prévu par la Loi, lorsqu'un participant quitte le service pour toute raison autre que le décès ou la retraite, il a le choix entre l'une ou l'autre des options suivantes:

a) Une rente différée payable à la date normale de retraite, dont le montant est égal à la rente créditée à la date de cessation d'emploi.

b) Le transfert immobilisé de la valeur actuelle de la rente prévue en a).

5. Prestation de décès avant la retraite

Remboursement de la valeur actuelle de la rente accumulée par le participant

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

avant son décès.

6. Prestation de décès après la retraite

a) Relativement aux années de services reconnues antérieures au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions applicables aux régimes antérieurs, telles que stipulées aux annexes A,B et C du règlement du régime.

b) Relativement aux années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008: la rente continue, s'il y a lieu, à être versée au bénéficiaire désigné jusqu'à ce que les 120 versements mensuels aient été reçus par le participant et son bénéficiaire, exception de 60 versements garantis au volet courant pour le régime des employés de bureau et des préposés aux communications.

7. Invalidité

Il y a exonération des cotisations salariales durant toute la période d'invalidité au cours de laquelle l'employé reçoit des prestations en vertu du régime d'assurance invalidité longue durée. Les prestations au cours de cette période sont fondées sur le salaire que recevait le participant au début de l'invalidité.

8. Indexation à la retraite

a) Cadres: les excédents d'actifs constatés aux évaluations actuarielles futures déterminent si les rentes seront indexés dans le futur de façon ponctuelles. De plus, pour les participants retraités au sens de la Loi RRSM, les rentes sont indexées selon 23,55 % de l'IPC, sujet à un maximum de 2 %.

b) Policiers syndiqués: les excédents d'actifs constatés aux évaluations actuarielles futures déterminent si les rentes seront indexées dans le futur de façon ponctuelles. De plus, pour les participants retraités au sens de la Loi RRSM, les rentes sont indexées selon 50 % de l'IPC, sujet à un maximum de 2 %.

c) Employés de bureau et préposés aux communications: les excédents d'actif constatés aux évaluations actuarielles futures déterminent si les rentes seront indexées dans le futur de façon ponctuelle.

9. Règle du 50% (cotisation excédentaire)

Lors de la cessation de service, du décès ou lors de la retraite, l'employeur doit financer au moins 50% de la valeur de toute prestation résultant des années de services reconnues à compter du 1er janvier 1990.

10. Cotisations salariales

Pour les années de services reconnues antérieures au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions applicables du régime antérieur, telles que stipulées aux annexes A, B et C du règlement du régime.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Pour les années de services reconnus à compter du 1er janvier 2008:

a) Policiers syndiqués: Volet courant: 50 % de la somme recommandé par l'actuaire, qui permet l'acquiescement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice. En plus de cette cotisation, les employés doivent verser 50 % de la cotisation d'équilibre requise pour amortir tout manque d'actif de la caisse, s'il en est, sur la période maximale prescrite en vertu de la Loi. Dans l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2019, l'actuaire recommande une cotisation salariale de 11.40 % à l'égard des services postérieurs à la date de l'évaluation. Volet antérieur: aucune.

b) Cadres: Volet courant: 50 % de la somme recommandée par l'actuaire qui permet l'acquiescement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice. En plus de cette cotisation, les employés doivent verser 50 % de la cotisation d'équilibre requise pour amortir tout manque d'actif de la caisse s'il en est, sur la période maximale prescrite en vertu de la Loi. Dans l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2019, l'actuaire recommande une cotisation salariale de 11.26 % à l'égard des services postérieurs à la date de l'évaluation. Volet antérieur: aucune.

c) Employés de bureau et préposés aux communications: 50 % de la somme recommandée par l'actuaire qui permet l'acquiescement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retrait au cours de cet exercice. En plus de cette cotisation, les employés doivent verser 50 % de la cotisation d'équilibre requise pour amortir tout manque d'actif de la caisse, s'il en est, sur la période maximale prescrite en vertu de la Loi. Dans l'évaluation actuarielle du 31 décembre 2019, l'actuaire recommande une cotisation salariale de 10.45 % à l'égard des services postérieurs à la date de l'évaluation.

11. Cotisation patronale

Volet courant : 50% de la somme recommandée par l'actuaire, qui permet l'acquiescement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice. Se référer à la section cotisations salariales pour les pourcentages versés selon l'évaluation actuarielle. En plus de cette cotisation, l'employeur doit verser 50 % de la cotisation d'équilibre requise pour amortir tout manque d'actif de la caisse, s'il en est, sur la période maximale prescrite en vertu de la Loi.
 Volet antérieur : Au cours de chaque exercice financier, l'employeur verse la cotisation d'équilibre requise pour amortir tout manque d'actif de la caisse, s'il en est, sur la période maximale prescrite en vertu de la Loi.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 (434 013)	(458 756)
Charge de l'exercice	4 (515 535)	(407 597)
Cotisations versées par l'employeur	5 488 760	432 340
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 (460 788)	(434 013)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 17 262 402	15 694 409
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (17 961 652)	(16 686 268)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (699 250)	(991 859)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 238 462	557 846
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 (460 788)	(434 013)
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 (460 788)	(434 013)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 3	3
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 17 262 403	15 694 409
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (17 961 653)	(16 686 267)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (699 250)	(991 858)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 1 054 972	667 216
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19 18 886	667 216
Cotisations salariales des employés	20 1 073 858	667 216
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	21 (696 501)	(334 923)
	22 ()	()
	23 377 357	332 293
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 68 491	24 145
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25 (11 236)	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres		
▪	29	
▪	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31 434 612	356 438
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 948 590	887 869
Rendement espéré des actifs	33 (867 667)	(836 710)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34 80 923	51 159
Charge de l'exercice	35 515 535	407 597

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 1 373 639	906 994
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (867 668)	(836 710)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 505 971	70 284
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 (243 841)	(497 006)
Prestations versées au cours de l'exercice	40 990 904	552 468
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42 17 601 032	16 299 350
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44 392 297	372 455
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 115 227	26 297
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 12	12
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,38 %	5,48 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,48 %	5,48 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 2,75 %	2,75 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques		
▪	51	
▪	52	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

S. O

	2021	2020
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	() ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪	81		
▪	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85	() ()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	() ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
▪	104		
▪	105		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 3

Description des régimes et autres renseignements

Les employés (cols blancs et bleus) de la municipalité participent à un régime de retraite à cotisations déterminées en vertu duquel ils bénéficieront d'une pension établie selon les cotisations qui ont été accumulées et du revenu de placement provenant de ces cotisations. Les employés versent une contribution minimum obligatoire de 8.5% de leur rémunération de base, la contribution de la municipalité étant de 9.5%. Les états financiers ne tiennent compte que de la dépense relative aux services courants.

La Régie intermunicipale de l'eau potable possède un régime de retraite à cotisations déterminées. Les employés versent une contribution de 7% et la contribution de l'employeur est également de 7 %.

	2021	2020
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107	
Régime de retraite par financement salarial	108	
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	109	
Régime de retraite à prestations cibles	110	
Autres régimes	111	580 692
	112	580 692
		564 257

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 113 2

Description des régimes et autres renseignements**REER COLLECTIF**

Les employés cadres de la Ville de Varennes participent à un REER collectif dans lequel ils versent une contribution minimum obligatoire est entre 0% et 9% de leur rémunération de base, la contribution de la Ville étant de 9% à 18%. Ils bénéficieront d'une pension établie selon les cotisations qui auront été accumulées et du revenu des placements provenant de ces cotisations. Les états financiers ne tiennent compte que de la dépense relative aux services courants. Les cotisations de la Ville ont totalisé 401 232 \$ pour l'exercice 2021.

RRS Pompiers

Les pompiers à temps partiel et les pompiers permanents syndiqués du service des incendies participent à un régime de retraite simplifié. La convention collective des pompiers accorde une contribution d'employeur de 9% du salaire versé, assorti d'une contribution équivalente pour les pompiers à temps partiel. En ce qui concerne les pompiers permanents syndiqués, la contribution de l'employé est de 9.5% du salaire et celle de l'employeur est de 8.5%.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	114		
Régime de retraite simplifié	115	33 242	39 907
REER	116	401 232	427 480
Autres régimes	117		
	118	434 474	467 387

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2021	2020
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	119	25	22

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par Retraite Québec (précédemment la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA)), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2021	2020
Cotisations des élus au RREM	120	11 185	12 755
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	121	37 697	42 983
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	122	5 780	5 850
	123	43 477	48 833

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	27 417 636	27 417 636	26 111 588
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	3 698 393	3 698 393	4 332 085
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	31 116 029	31 116 029	30 443 673
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	1 284 262	1 284 262	1 228 818
Égout	13			
Traitement des eaux usées	14	1 011 724	1 011 724	994 057
Matières résiduelles	15	2 280 578	2 280 578	2 255 948
Autres				
▪ Terres des américains	16	1 122	1 122	1 146
▪ Travaux cours d'eau - MRC	17	6 982	6 982	5 696
▪	18			
Centres d'urgence 9-1-1	19	112 126	112 126	109 585
Service de la dette	20	331 348	331 348	333 439
Pouvoir général de taxation	21	215 026	215 026	197 750
Activités de fonctionnement	22	837 644	837 644	829 017
Activités d'investissement	23	35 316	35 316	42 465
	24	6 116 128	6 116 128	5 997 921
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	25			
Autres	26			
	27			
	28	6 116 128	6 116 128	5 997 921
	29	37 232 157	37 232 157	36 441 594

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	30	608	608	264
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	31			
Taxes d'affaires	32			
Compensations pour les terres publiques	33			
	34	608	608	264
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	35	116 426	116 426	116 425
Cégeps et universités	36	101 453	101 453	101 453
Écoles primaires et secondaires	37	414 966	414 966	411 667
	38	632 845	632 845	629 545
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	39			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	40			
Taxes d'affaires	41			
	42			
	43	633 453	633 453	629 809
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	44	161 915	161 915	137 810
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	45	2 085	2 085	24 918
Taxes d'affaires	46			
	47	164 000	164 000	162 728
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	48			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	49			
	50			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	51			
Autres	52			
	53			
	54	797 453	797 453	792 537

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	55	177 913	177 913	17 380
Sécurité publique				
Police	56			
Sécurité incendie	57	14 947	14 947	9 991
Sécurité civile	58	37 500	37 500	37 501
Autres	59			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	60	137 828	137 828	179 853
Enlèvement de la neige	61			
Autres	62	4 983	4 983	5 316
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	63			
Transport adapté	64			
Transport scolaire	65			
Autres	66			
Transport aérien	67			
Transport par eau	68			
Autres	69			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	70			
Réseau de distribution de l'eau potable	71	62 466	62 466	58 634
Traitement des eaux usées	72	7 923	7 923	8 386
Réseaux d'égout	73	136 141	136 141	124 621
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	74			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	75			
Tri et conditionnement	76			
Autres	77			
Autres	78			
Cours d'eau	79			
Protection de l'environnement	80			
Autres	81			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
	Logement social	82		
	Sécurité du revenu	83		
	Autres	84		
Aménagement, urbanisme et développement				
	Aménagement, urbanisme et zonage	85		
	Rénovation urbaine	86		
	Promotion et développement économique	87		16 054
	Autres	88		
Loisirs et culture				
	Activités récréatives	89	10 000	10 000
	Activités culturelles			
	Bibliothèques	90	206 685	206 685
	Autres	91		179 287
	Réseau d'électricité	92		
		93	796 386	796 386
				637 023

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	94			
Sécurité publique				
Police	95			
Sécurité incendie	96			
Sécurité civile	97			
Autres	98			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	99	1 219 172	1 219 172	1 857 412
Enlèvement de la neige	100			
Autres	101			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	102			
Transport adapté	103			
Transport scolaire	104			
Autres	105			
Transport aérien	106			
Transport par eau	107			
Autres	108			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	109			
Réseau de distribution de l'eau potable	110	534 114	534 114	566 992
Traitement des eaux usées	111			
Réseaux d'égout	112	2 138 337	2 138 337	727 764
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	113			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	114			
Tri et conditionnement	115			
Autres	116			
Autres	117			
Cours d'eau	118			
Protection de l'environnement	119			144 981
Autres	120			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
	Logement social	121		
	Sécurité du revenu	122		
	Autres	123		
Aménagement, urbanisme et développement				
	Aménagement, urbanisme et zonage	124		
	Rénovation urbaine	125		
	Promotion et développement économique	126		
	Autres	127		
Loisirs et culture				
	Activités récréatives	128	15 237	15 237
	Activités culturelles			
	Bibliothèques	129		
	Autres	130		
Réseau d'électricité				
		131		
		132	3 906 860	3 906 860
				3 297 149

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020	
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	133			
Péréquation	134			
Neutralité	135			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	136			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	137			
Fonds de développement des territoires	138			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	139			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	140			
Dotations spéciales de fonctionnement	141			178 988
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC				
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	142			
Autres	143			1 985 161
	144			2 164 149
TOTAL DES TRANSFERTS	145	4 703 246	4 703 246	6 098 321

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020	
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	146			
Évaluation	147			
Autres	148			
	149			
Sécurité publique				
Police	150			
Sécurité incendie	151	32 371	32 371	28 767
Sécurité civile	152			
Autres	153			
	154	32 371	32 371	28 767
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	155			
Enlèvement de la neige	156			
Autres	157			
Transport collectif	158			
Autres	159	11 665	11 665	11 538
	160	11 665	11 665	11 538
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	161			
Réseau de distribution de l'eau potable	162			
Traitement des eaux usées	163	461	461	
Réseaux d'égout	164			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	165			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	166			
Tri et conditionnement	167			
Autres	168			
Autres	169			
Cours d'eau	170			
Protection de l'environnement	171			
Autres	172			
	173	461	461	

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>			Administration municipale	Données consolidées	
			Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
SERVICES RENDUS (suite)					
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)					
Santé et bien-être					
		174			
		175			
		176			
Aménagement, urbanisme et développement					
		177			
		178			
		179	72 333	72 333	
		180			
		181	72 333	72 333	
Loisirs et culture					
		182	9 811	9 811	9 393
		183			
		184			
		185	9 811	9 811	9 393
Réseau d'électricité					
		186			
		187	126 641	126 641	49 698

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	188			
Évaluation	189	21 101	21 101	16 546
Autres	190	60 394	60 394	56 305
	191	81 495	81 495	72 851
Sécurité publique				
Police	192		273 540	272 195
Sécurité incendie	193	24 259	24 259	45 445
Sécurité civile	194			
Autres	195		19 414	18 025
	196	24 259	317 213	335 665
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	197	27 647	27 647	98 593
Enlèvement de la neige	198			
Autres	199			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	200			
Transport adapté	201			
Transport scolaire	202			
Autres	203			
Autres	204			
	205	27 647	27 647	98 593
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	206			
Réseau de distribution de l'eau potable	207	71 961	71 961	36 860
Traitement des eaux usées	208			
Réseaux d'égout	209	42 024	42 024	794
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	210			
Matières recyclables	211			
Autres	212			
Cours d'eau	213			
Protection de l'environnement	214			
Autres	215			
	216	113 985	113 985	37 654

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
	Logement social	217		
	Sécurité du revenu	218		
	Autres	219		
		220		
Aménagement, urbanisme et développement				
	Aménagement, urbanisme et zonage	221	40 457	40 457
	Rénovation urbaine	222		28 902
	Promotion et développement économique	223		
	Autres	224		
		225	40 457	40 457
				28 902
Loisirs et culture				
	Activités récréatives	226	440 251	571 315
	Activités culturelles			511 065
	Bibliothèques	227	3 655	3 655
	Autres	228	20 746	7 493
		229	464 652	595 716
				518 558
Réseau d'électricité				
		230		
		231	752 495	1 176 513
				1 092 223
TOTAL DES SERVICES RENDUS				
		232	879 136	1 303 154
				1 141 921

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	233	234 012	286 600	264 157
Droits de mutation immobilière	234	2 999 117	2 999 117	2 640 955
Droits sur les carrières et sablières	235			
Autres	236	3 371	3 371	625
	237	3 236 500	3 289 088	2 905 737
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	238	393 257	1 076 149	952 528
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	239			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	240	418 802	444 362	378 001
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	241	1 683 144	1 686 786	8 163 372
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	242			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	243	8 993 764	8 993 764	14 080 212
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	244			
Contributions des promoteurs	245			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	246			
Contributions des organismes municipaux	247	64 965	64 965	4 827
Autres contributions	248	304 122	304 122	95 263
Redevances réglementaires	249			
Autres	250	551 677	597 844	818 309
	251	11 597 672	11 647 481	23 161 983
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	252			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2021			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	748 527	59 472	807 999	807 999	776 086
Greffe et application de la loi	2	1 119 572	32 039	1 151 611	1 151 611	766 879
Gestion financière et administrative	3	3 926 871	166 487	4 093 358	4 093 358	3 688 082
Évaluation	4	376 292		376 292	376 292	373 678
Gestion du personnel	5	603 180	25 549	628 729	628 729	576 890
Autres						
▪ Autres	6	897 014		897 014	897 014	665 496
▪	7					
	8	7 671 456	283 547	7 955 003	7 955 003	6 847 111
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	4 070 131		4 070 131	5 472 026	5 156 039
Sécurité incendie	10	2 686 559	220 301	2 906 860	2 906 860	2 556 017
Sécurité civile	11	43 006		43 006	43 006	310 472
Autres	12	294 170		294 170	348 695	299 494
	13	7 093 866	220 301	7 314 167	8 770 587	8 322 022
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	2 088 541	3 394 941	5 483 482	5 483 482	4 605 312
Enlèvement de la neige	15	1 476 406	183 860	1 660 266	1 660 266	1 402 285
Éclairage des rues	16	166 957	302 156	469 113	469 113	441 428
Circulation et stationnement	17	127 339	14 918	142 257	142 257	142 629
Transport collectif						
Transport en commun	18	1 518 553		1 518 553	1 518 553	1 172 500
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	5 377 796	3 895 875	9 273 671	9 273 671	7 764 154

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

	Administration municipale			Données consolidées		
	Réalizations 2021			Réalizations	Réalizations	
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020	
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	997 952		997 952	1 505 355	1 459 709
Réseau de distribution de l'eau potable	24	821 516	583 516	1 405 032	1 405 032	1 340 008
Traitement des eaux usées	25	1 187 294	318 208	1 505 502	1 332 048	915 435
Réseaux d'égout	26	436 991	1 020 449	1 457 440	1 457 440	1 463 773
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	451 998		451 998	451 998	439 669
Élimination	28	351 964		351 964	351 964	288 064
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	410 616		410 616	410 616	397 863
Tri et conditionnement	30	(228 253)		(228 253)	(228 253)	(125 117)
Matières organiques						
Collecte et transport	31	551 033		551 033	551 033	534 930
Traitement	32	722 002		722 002	722 002	728 593
Matériaux secs	33	299 574		299 574	299 574	281 030
Autres						
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37	61 826	140 770	202 596	202 596	227 102
Protection de l'environnement	38	31 220		31 220	31 220	(39 118)
Autres	39					
	40	6 095 733	2 062 943	8 158 676	8 492 625	7 911 941
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	213 461		213 461	213 461	237 980
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	73 488		73 488	73 488	72 928
	44	286 949		286 949	286 949	310 908

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité	Administration municipale			Données consolidées	
	Réalizations 2021			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
Aménagement, urbanisme et zonage	45	994 978	33 383	1 028 361	938 599
Rénovation urbaine					
Biens patrimoniaux	46	27 775		27 775	18 512
Autres biens	47	253 200		253 200	89 683
Promotion et développement économique					
Industries et commerces	48	147 440		147 440	94 320
Tourisme	49	114 363		114 363	11 017
Autres	50	398 529		398 529	74 953
Autres	51	2 224 887		2 224 887	3 516 580
	52	4 161 172	33 383	4 194 555	4 743 664
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	53	948 178	56 362	1 004 540	863 504
Patinoires intérieures et extérieures	54	1 221 436	53 935	1 275 371	1 118 174
Piscines, plages et ports de plaisance	55	1 249 816	435 478	1 685 294	1 530 461
Parcs et terrains de jeux	56	3 388 796	903 733	4 292 529	3 988 295
Parcs régionaux	57				
Expositions et foires	58	243 191		243 191	180 283
Autres	59	25 213		25 213	12 265
	60	7 076 630	1 449 508	8 526 138	7 692 982
Activités culturelles					
Centres communautaires	61	1 037 135	29 888	1 067 023	748 408
Bibliothèques	62	1 962 105	330 537	2 292 642	2 085 403
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	63				
Autres ressources du patrimoine	64				
Autres	65	500		500	9 844
	66	2 999 740	360 425	3 360 165	2 843 655
	67	10 076 370	1 809 933	11 886 303	10 536 637

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

	Administration municipale			Données consolidées	
	Réalizations 2021			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68				
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dette à long terme					
Intérêts	69	1 195 130		1 317 942	1 369 170
Autres frais	70	171 449		171 449	166 362
Autres frais de financement					
Avantages sociaux futurs	71			80 922	51 159
Autres	72			133	40
	73	1 366 579		1 570 446	1 586 731
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74				
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	75	8 305 982 (	8 305 982)		

Données prévisionnelles non auditées

Exercice se terminant le 31 décembre 2022

Table des matières

Revenus de taxes	1
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	2
Calcul de certains revenus de taxes	3
Taux des taxes	5
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	6
Questionnaire	8

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

*Non audité***TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	28 868 100
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	3 580 850
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Réserve financière pour le service de l'eau	5	
Réserve financière pour le service de la voirie	6	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	7	
Activités de fonctionnement	8	
Activités d'investissement	9	
Autres	10	
	11	32 448 950

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	12	1 219 717
Égout	13	
Traitement des eaux usées	14	1 060 807
Matières résiduelles	15	2 294 414
Autres		
▪ Travaux cours d'eau MRC	16	6 982
▪ Surtaxe projet loi 226	17	1 400
▪	18	
Centres d'urgence 9-1-1	19	112 000
Service de la dette	20	411 292
Pouvoir général de taxation	21	355 792
Activités de fonctionnement	22	833 000
Activités d'investissement	23	
	24	6 295 404
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	25	
Autres	26	
	27	
	28	6 295 404
	29	38 744 354

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	476
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	476

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	103 967
Cégeps et universités	7	109 614
Écoles primaires et secondaires	8	380 676
	9	594 257

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	594 733

GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	164 008
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	164 008

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	758 741

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxe foncière générale (taux unique)	1		x /100 \$					
Taxe foncière générale (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	2	2 786 124 809	x 0,4168 /100 \$	11 612 568				
Immeubles de 6 logements ou plus	3	120 890 900	x 0,4684 /100 \$	566 253				
Immeubles non résidentiels	4	788 976 250	x /100 \$					
Immeubles industriels	5	244 312 451	x /100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	6		x /100 \$					
Autres	7	33 820 967	x 0,8336 /100 \$	281 932				
Immeubles forestiers	8	168 206 200	x 0,4168 /100 \$	701 083				
Immeubles agricoles	9	155 800	x 0,4168 /100 \$	649				
Total	10			13 162 485	(9 280)	()	15 714 895	28 868 100
Taxes spéciales								
Service de la dette (taux unique)	11		x /100 \$					
Service de la dette (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	12	2 786 124 809	x 0,0508 /100 \$	1 415 351				
Immeubles de 6 logements ou plus	13	120 890 900	x 0,0570 /100 \$	68 908				
Immeubles non résidentiels	14	788 976 250	x /100 \$					
Immeubles industriels	15	244 312 451	x /100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	16		x /100 \$					
Autres	17	33 820 967	x 0,1016 /100 \$	34 362				
Immeubles forestiers	18	168 206 200	x 0,0508 /100 \$	85 449				
Immeubles agricoles	19	155 800	x 0,0508 /100 \$	79				
Total	20			1 604 149	(1 249)	()	1 977 950	3 580 850

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxes spéciales								
Activités de fonctionnement (taux unique)	21	x	/100 \$					
Activités de fonctionnement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	22	x	/100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	23	x	/100 \$					
Immeubles non résidentiels	24	x	/100 \$					
Immeubles industriels	25	x	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	26	x	/100 \$					
Autres	27	x	/100 \$					
Immeubles forestiers	28	x	/100 \$					
Immeubles agricoles	29	x	/100 \$					
Total	30				()	()		
Taxes spéciales								
Activités d'investissement (taux unique)	31	x	/100 \$					
Activités d'investissement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	32	x	/100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	33	x	/100 \$					
Immeubles non résidentiels	34	x	/100 \$					
Immeubles industriels	35	x	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	36	x	/100 \$					
Autres	37	x	/100 \$					
Immeubles forestiers	38	x	/100 \$					
Immeubles agricoles	39	x	/100 \$					
Total	40				()	()		
		Valeur locative imposable						
Taxe d'affaires sur la valeur locative	41	x	%		()	()		

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels (montant fixe)	Par unité de logement
Eau	1 <u>79,00 \$</u>
Égout	2 <u>\$</u>
Eau et égout	3 <u>\$</u>
Traitement des eaux usées	4 <u>95,00 \$</u>
Matières résiduelles	5 <u>239,00 \$</u>

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

<u>Description</u>	<u>Taux</u>	<u>Code</u>	<u>Préciser</u>
EAU non résidentielle	153,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
EAU industrielle	669,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Eau compteur	1,3100	5 - du 1 000 litres	1000 gallon impériaux
Piscine hors-terre	30,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Piscine creusé	40,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Voyage d'eau		4 - tarif fixe (compensation)	35 à 72 par voyage
Traitement des eaux usées inr	184,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Traitement des eaux usées ind	804,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Traitement des eaux usées compteur	1,5800	5 - du 1 000 litres	1000 gallon impériaux
Traitement des eaux usées Régie	12 243,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Répartition locale		7 - autres (préciser)	Selon règlement secteur
Entretien fosse septique	60,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Entretien système tertiaire UV		4 - tarif fixe (compensation)	21.49 à 736.46
Réfection voirie - résidentiel	75,0000	4 - tarif fixe (compensation)	+25 par logement
Réfection voirie - mixte	100,0000	4 - tarif fixe (compensation)	+25 par local/logement
Réfection voirie - comm.	150,0000	5 - du 1 000 litres	+25 par local
Matière résiduelle au bad	214,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Matière résiduelle au conteneur		4 - tarif fixe (compensation)	724.28 à 2 897.10

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	12 423 370	5 258 946		316 294	635 161	786 532
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4	57 322	25 074			3 505	43 482
Autres	5	546 627	481 305			316 050	6 982
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	13 027 319	5 765 325		316 294	954 716	836 996

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Immeubles forestiers	Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
Taxes sur la valeur foncière						
Générales	1	728	12 677 062	70 728	280 129	32 448 950
De secteur	2					
Autres	3					
Taxes sur une autre base						
Taxes, compensations et tarification						
Service de la dette	4		110 647	6 217	165 045	411 292
Autres	5		4 262 581	22 025	136 542	5 772 112
Taxes d'affaires						
Sur la valeur locative	6					
Autres	7					
	8	728	17 050 290	98 970	581 716	38 632 354

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022**

Non audité

OUI NON S.O.

1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2022, les mesures fiscales suivantes?

a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM

- Pour la taxe foncière générale
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV

1 2
3 4 5

b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM

- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.

6 7 8

c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM

- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.

9 10 11

spéciales	Assiette	Taxes générales taux adopté	/	Taxes taux
adopté				
Immeubles non résidentiels				
Tranche inférieur à 1 000 000\$ 0.1602	189 377 235	1.3132		
Tranche de 1 000 000\$ et plus 0.1740	599 599 015	1.4245		
Immeubles industriels				
Tranche inférieur à 1 000 000\$ 0.2135	36 796 165	1.7504		
Tranche de 1 000 000\$ et plus 0.2379	207 516 286	1.9481		

d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM

- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels
- Indiquer le total des valeurs imposables étalées, au dépôt du rôle de perception de :

12 13 14
15 16 17
18 19 20

2021

21 _____ \$

2022

22 _____ \$

- Indiquer le total des valeurs imposables sans étalement, au dépôt du rôle de perception de :

2021

23 _____ \$

2022

24 _____ \$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

- | | | | | |
|---|----|-------------------------------------|----|-------------------------------------|
| 2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2022, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)? | 25 | <input type="checkbox"/> | 26 | <input checked="" type="checkbox"/> |
| 3. La municipalité impose-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2022 : | | | | |
| ▪ une taxe d'affaires en vertu de l'article 232 LFM | 27 | <input type="checkbox"/> | 28 | <input checked="" type="checkbox"/> |
| ▪ une taxe en vertu de l'article 569.11 LCV ou 1094.11 CM | 29 | <input type="checkbox"/> | 30 | <input checked="" type="checkbox"/> |
| 4. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2022 pour des exploitations agricoles enregistrées? | 31 | <input checked="" type="checkbox"/> | 32 | <input type="checkbox"/> |
| Si oui, indiquer le montant. | 33 | <u>605 669 \$</u> | | |
| 5. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante) | 34 | <u> \$</u> | | |
| 6. Date d'adoption du budget par le conseil | 35 | <u>2021-12-20</u> | | |
| 7. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement) | 36 | <u>51 972 138 \$</u> | | |
| 8. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget | 37 | <u>3 408 507 \$</u> | | |
| 9. Frais de financement — Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget | 38 | <u>1 390 409 \$</u> | | |
| 10. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget | 39 | <u>537 939 \$</u> | | |

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	2
Analyse de la dette à long terme consolidée	3
Endettement total net à long terme consolidé	4
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	5

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	7
Analyse de la rémunération non consolidée	8
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	8
Frais de financement non consolidés par activités	9
Rémunération des élus	10

Autres renseignements

Questionnaire	11
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	112 935	112 935	1 489 596
Usines de traitement de l'eau potable	2		180 115	47 380
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	1 688 561	1 688 561	2 270 171
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	7 860 482	7 860 482	8 425 918
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8	226 811	226 811	222 896
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	5 800 955	5 800 955	999 813
Autres infrastructures	11	26 895	26 895	27 023
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	185 696	185 696	7 788 912
Édifices communautaires et récréatifs	14	131 036	131 036	136 729
Améliorations locatives	15		1 127	3 312
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	493 126	568 514	1 419 976
Ameublement et équipement de bureau	18	147 891	180 404	474 622
Machinerie, outillage et équipement divers	19	832 762	840 250	906 318
Terrains	20	377 955	377 955	599 422
Autres	21			
	22	17 885 105	18 181 736	24 812 088

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>				
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23	83 136	83 136	1 291 453
Usines de traitement de l'eau potable	24		180 115	47 380
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26	1 688 561	1 688 561	1 671 918
Autres infrastructures	27	13 915 143	13 915 143	5 906 127
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28	29 799	29 799	198 143
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			598 253
Autres infrastructures	32			3 769 523
Autres immobilisations corporelles	33	2 168 466	2 284 982	11 329 291
	34	17 885 105	18 181 736	24 812 088

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	8 860 786		474 336	8 386 450
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	4 077 539	1 504 717	291 985	5 290 271
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	48 643 888	5 282 609	6 535 124	47 391 373
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	61 582 213	6 787 326	7 301 445	61 068 094
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	5 874 224	596 860	462 981	6 008 103
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	5 874 224	596 860	462 981	6 008 103
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13	123 730		(92 749)	216 479
	14	5 997 954	596 860	370 232	6 224 582
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	15				
Autres	16	9 900		9 900	
	17	6 007 854	596 860	380 132	6 224 582
	18	67 590 067	7 384 186	7 681 577	67 292 676
Dettes en cours de refinancement	19	()		()	
Reclassement / Redressement	20				
Dettes à long terme	21	67 590 067	7 384 186	7 681 577	67 292 676

Note

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2021**

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	63 476 244
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	11 056 610
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5	
▪	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	8 284 448
Débiteurs	9	6 008 103
Autres montants	10	216 479
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
▪	12	
▪	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	60 023 824
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	15	3 848 051
Endettement net à long terme	16	63 871 875
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	1 999 974
Communauté métropolitaine	18	171 916
Autres organismes	19	2 526 686
Endettement total net à long terme	20	68 570 451
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	21	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
	23	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	24	68 570 451
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	26	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées		
		Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020	
Administration générale					
	Greffe et application de la loi	1	160 570	160 570	112 334
	Évaluation	2			
	Autres	3	529 985	529 985	511 239
Sécurité publique					
	Police	4	3 916 111		
	Sécurité incendie	5	30 363	30 363	19 139
	Sécurité civile	6			
	Autres	7	77 573	(11 446)	49 077
Transport					
	Réseau routier	8	11 698	11 698	11 268
	Transport collectif	9	1 518 375	1 518 375	1 170 987
	Autres	10			
Hygiène du milieu					
	Eau et égout	11	997 952		
	Matières résiduelles	12			
	Cours d'eau	13	70 786	70 786	94 746
	Protection de l'environnement	14			
	Autres	15	14 316	14 316	16 560
Santé et bien-être					
	Logement social	16	212 853	212 853	213 981
	Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement					
	Aménagement, urbanisme et zonage	18			
	Rénovation urbaine	19			
	Promotion et développement économique	20	78 742	78 742	73 142
	Autres	21			
Loisirs et culture					
	Activités récréatives	22	501 266	182 106	184 131
	Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité					
		24			
		25	8 120 590	2 798 348	2 456 604

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		2021	2020
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	17 818 479	24 564 347
Frais de financement	4	66 626	68 572
Autres	5		
	6	17 885 105	24 632 919

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	42,39	32,50	71 521,42	4 622 424	1 123 158	5 745 582
Professionnels	2						
Cols blancs	3	52,68	32,50	89 117,40	3 184 143	773 547	3 957 690
Cols bleus	4	51,82	40,00	109 031,34	3 984 278	968 130	4 952 408
Policiers	5						
Pompiers	6	12,53	40,00	26 741,00	875 749	212 765	1 088 514
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	159,42		296 411,16	12 666 594	3 077 600	15 744 194
Élus	9	9,00			462 178	118 064	580 242
	10	168,42			13 128 772	3 195 664	16 324 436

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13	62 466	132 994			195 460
Traitement des eaux usées	14	7 923				7 923
Réseaux d'égout	15	136 141	532 446	1 605 891		2 274 478
Autres	16	492 871	699 583	935 946	96 985	2 225 385
	17	699 401	1 365 023	2 541 837	96 985	4 703 246

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		2021	2020
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	197 634	210 509
	4	197 634	210 509
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	7 994	20 083
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	7 994	20 083
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	453 178	437 055
Enlèvement de la neige	11	47 071	42 519
Autres	12	36 608	41 815
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	536 857	521 389
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17	98 778	88 463
Traitement des eaux usées	18	7 413	7 718
Réseaux d'égout	19	115 169	129 720
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23	4 230	4 994
Protection de l'environnement	24		
Autres	25	410	83
	26	226 000	230 978
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33	70 697	55 565
Autres	34		
	35	70 697	55 565
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	170 810	216 630
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	111 119	118 981
Autres	38	45 468	36 998
	39	327 397	372 609
Réseau d'électricité			
	40		
	41	1 366 579	1 411 133

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Martin Damphousse	Maire	95 531	17 401	96 528	
Marc-André Savaria	Conseiller	23 603	11 802	562	281
Geneviève Labrecque	Conseiller	23 603	11 802	1 688	844
Nathalie Parent	Conseiller	23 603	11 802	1 887	943
Gaétan Marcil	Conseiller	23 603	11 802	752	376
Brigitte Collin	Conseiller	23 603	11 802	1 977	744
Benoit Duval	Conseiller	23 603	11 802		
Carine Durocher	Conseiller	2 788	1 394		
Denis Le Blanc	Conseiller	20 815	10 407	1 499	749
	Conseiller				
Guillaume Fortier	Conseiller	2 788	1 394		
Mélanie Simoneau	Conseiller	20 815	10 407		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	OUI	NON	
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1		5 000 000 \$
Les questions 2 à 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement			
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2	<input checked="" type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021	4		625 513 \$
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	5	<input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>
4. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence pour les petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :			
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	7		\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	8		\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	9		\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	10		\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	11		\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	12		\$
Ligne 14 : Débiteurs	13		\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14		\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	15		\$
Ligne 19 : Créanciers et charges à payer	16		\$
Ligne 20 : Revenus reportés	17		\$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

18 19

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021

20 440 930 \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

21 22

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2021

23 571 676 \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

24 25

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021

26 _____ \$

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

27 28

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021

29 _____ \$

6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

30 31

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

32 33

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

34 35

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021

36 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

37 38

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021

39 _____ \$

8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

40 41

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

42 8 756 \$

- b) autres formes d'aide

43 219 108 \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2021

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2021

44 _____ \$

Facteur comparatif de 2021

45 _____

Valeur uniformisée

46 _____ \$

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2021 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

47 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

48 _____ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

Systèmes de sécurité

49 _____ \$

Chaussées pavées - entretien préventif

50 _____ \$

Chaussées pavées - entretien palliatif

51 _____ \$

Chaussées en gravier - entretien préventif

52 _____ \$

Chaussées en gravier - entretien palliatif

53 _____ \$

Systèmes de drainage

54 _____ \$

Abords de routes

55 _____ \$

Total des dépenses relatives à l'entretien d'été

56 _____ \$

b) Dépenses d'investissement

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

57 _____ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

58 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles

59 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement

▪ Relatives à l'entretien d'hiver :

▪ Relatives à l'entretien d'été :

e) Si le total des frais encourus à la ligne 59 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2021 (ligne 47), veuillez fournir les justifications :

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 56 et 58), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2021 (ligne 47) veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

60 _____

b) Date d'adoption de la résolution

61 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?* 62 63
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 64 2019-438
- b) Date d'adoption de la résolution 65 2019-10-21
12. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) 66 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) 67 _____
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'exercice (art. 5) 68 _____
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 8) 69 _____
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 9) 70 _____
- f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice parce qu'il a mordu ou attaqué une personne (art.10) 71 _____
- g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice (art. 11) 72 _____
- h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 73 _____
- i) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est de plus de 20 kg (art. 16) 74 _____
- j) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 75 _____
- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement? 76 77
13. Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et de ses entreprises au 31 décembre 2021
- | | | | |
|--|----|--|----|
| Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL | 78 | | \$ |
| Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres | 79 | | \$ |
| Ministère des Transports | 80 | | \$ |
| Ministère de la Culture et des Communications | 81 | | \$ |
| Autres ministères/organismes | 82 | | \$ |
| | 83 | | \$ |

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Ville de Varennes | 59020 |

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	1
Taux global de taxation réel	3

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Au Trésorier de
Ville de Varennes

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Ville de Varennes (ci-après « la municipalité ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Observation - référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1), qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la municipalité de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la municipalité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

-nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

-nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la municipalité;

-nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L
CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A125850
Ville de Granby, 9 mai 2022

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

OUI NON S.O.

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? 1 2
- Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».
- Si oui, présentez-vous le budget consolidé? 3 4
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget? 5 6
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2023 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée? 7 8
4. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée? 9 10

Les questions 5 à 7 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)? 11 12 13
6. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)? 14 15 16
7. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État? 17 18 19

La question 8 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

8. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier? 20 21 22
- Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant? 23 24

La question 9 s'applique aux municipalités locales seulement.

9. La municipalité possède-t-elle sur son territoire une personne assujettie à l'article 222 LFM (personne autoconsommatrice d'électricité)? 25 26

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je, Me Marc Giard, OMA, atteste que le rapport financier consolidé de Ville de Varennes pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 9 mai 2022.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou greffier-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Ville de Varennes.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Ville de Varennes consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Ville de Varennes détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2022-05-09 10:37:19

Date de transmission au Ministère : 2022-05-12

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Réalisations 2020	Budget 2021	Réalizations 2021		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	66 867 417	43 443 352	54 912 967	7 037 573	56 454 844
Investissement	2	3 648 362		4 345 256		4 345 256
	3	70 515 779	43 443 352	59 258 223	7 037 573	60 800 100
Charges	4	46 411 930	47 588 652	50 435 903	7 447 698	52 387 905
Excédent (déficit) de l'exercice	5	24 103 849	(4 145 300)	8 822 320	(410 125)	8 412 195
Moins : revenus d'investissement	6	(3 648 362)	()	(4 345 256)	()	(4 345 256)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	20 455 487	(4 145 300)	4 477 064	(410 125)	4 066 939
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	7 830 085	8 098 084	8 305 982	508 095	8 814 077
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	66 843	145 500	361 937		361 937
Remboursement de la dette à long terme	10	(5 332 823)	(3 587 444)	(3 597 584)	(190 805)	(3 788 389)
Affectations						
Activités d'investissement	11	(15 857 135)	(349 134)	(476 236)	(45 923)	(522 159)
Excédent (déficit) accumulé	12	(3 733 395)	(161 706)	535 668	618 844	1 154 512
Autres éléments de conciliation	13	4 002 048		1 828 569		1 828 569
	14	(13 024 377)	4 145 300	6 958 336	890 211	7 848 547
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	7 431 110		11 435 400	480 086	11 915 486

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2020	2021	2020
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	11 185 955	16 120 146	19 307 517
Débiteurs	2	28 555 970	29 303 811	29 302 711
Placements de portefeuille	3	285 014	322 889	285 014
Autres	4	1 613 240	320 436	1 613 240
	5	41 640 179	46 067 282	49 954 961
Passifs				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6			
Dette à long terme	7	63 158 740	63 071 112	66 847 359
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8			434 013
Autres	9	12 544 114	21 043 122	13 257 084
	10	75 702 854	84 114 234	80 808 852
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(34 062 675)	(38 046 952)	(35 128 064)
Actifs non financiers				
Immobilisations corporelles	12	150 909 491	160 253 076	158 083 715
Autres	13	10 542 060	14 005 072	10 672 837
	14	161 451 551	174 258 148	168 756 552
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	15	9 822 771	15 147 759	11 545 240
Excédent de fonctionnement affecté	16	1 604 087	1 240 755	2 847 258
Réserves financières et fonds réservés	17	14 594 247	12 573 665	14 795 012
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	18 (	495 165)	1 174 715)	588 945)
Financement des investissements en cours	19	(3 596 344)	(9 276 265)	(3 596 344)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20	105 459 280	117 699 997	108 626 267
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	21			
	22	127 388 876	136 211 196	142 040 683
				133 628 488

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23-1

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Budget exercice suivant	23	537 939	340 000
▪ Engagements	24	55 217	115 861
▪ Programme FIME	25	157 599	157 599
▪ R881 Mesures de mitigation	26	415 000	415 000
▪ Ententes aide limitées	27	75 000	575 627
▪	28		
▪	29		
▪	30		
▪	31		
	32	1 240 755	1 604 087
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
	33	1 841 183	1 243 171
	34	3 081 938	2 847 258
Réserves financières et fonds réservés			
Administration municipale			
	35	12 573 665	14 594 247
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
	36	164 527	200 765
	37	15 820 130	17 642 270

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S15 et S23-1

**SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2021**

		2021
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	60 023 824
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	68 570 451

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

**SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2021**

		2021 Total consolidé	2020 Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	8 386 450	8 860 786
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	47 391 373	48 643 888
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	5 290 271	4 077 539
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	6 008 103	5 874 224
Autres	8	216 479	133 630
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	9		
	10	67 292 676	67 590 067

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

		Réalizations 2020 Administration municipale	Budget 2021 Administration municipale	Réalizations 2021 Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	11	36 399 129	37 347 371	37 196 841	37 196 841
Compensations tenant lieu de taxes	12	792 537	793 888	797 453	797 453
Quotes-parts	13				307 010
Transferts	14	2 801 172	626 946	796 386	796 386
Services rendus	15	732 332	679 145	879 136	1 303 154
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	16	3 157 073	2 222 400	3 629 757	4 365 237
Autres	17	22 985 174	1 773 602	11 613 394	11 688 763
	18	66 867 417	43 443 352	54 912 967	56 454 844
Investissement					
Taxes	19	42 465		35 316	35 316
Quotes-parts	20				
Transferts	21	3 297 149		3 906 860	3 906 860
Autres	22	308 748		403 080	403 080
	23	3 648 362		4 345 256	4 345 256
	24	70 515 779	43 443 352	59 258 223	60 800 100

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2021			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020
Administration générale	1	7 671 456	283 547	7 955 003	7 955 003	6 847 111
Sécurité publique						
Police	2	4 070 131		4 070 131	5 472 026	5 156 039
Sécurité incendie	3	2 686 559	220 301	2 906 860	2 906 860	2 556 017
Autres	4	337 176		337 176	391 701	609 966
Transport						
Réseau routier	5	3 859 243	3 895 875	7 755 118	7 755 118	6 591 654
Transport collectif	6	1 518 553		1 518 553	1 518 553	1 172 500
Autres	7					
Hygiène du milieu						
Eau et égout	8	3 443 753	1 922 173	5 365 926	5 699 875	5 178 925
Matières résiduelles	9	2 558 934		2 558 934	2 558 934	2 545 032
Autres	10	93 046	140 770	233 816	233 816	187 984
Santé et bien-être	11	286 949		286 949	286 949	310 908
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	12	994 978	33 383	1 028 361	1 028 361	938 599
Promotion et développement économique	13	660 332		660 332	660 332	180 290
Autres	14	2 505 862		2 505 862	2 505 862	3 624 775
Loisirs et culture	15	10 076 370	1 809 933	11 886 303	11 844 069	10 536 637
Réseau d'électricité	16					
Frais de financement	17	1 366 579		1 366 579	1 570 446	1 586 731
Effet net des opérations de restructuration	18					
	19	42 129 921	8 305 982	50 435 903	52 387 905	48 023 168
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	8 305 982 (	8 305 982)			
	21	50 435 903		50 435 903	52 387 905	48 023 168

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	Réalizations 2020		Réalizations 2021		
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹	
Revenus d'investissement	1	3 648 362	4 345 256	4 345 256	
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	24 632 919 )(	17 885 105 )(	296 631 )(	18 181 736)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	1 702 147 )(	3 858 891 )(	)	3 858 891)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	15 404 437	6 425 389		6 425 389
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	15 857 135	476 236	45 923	522 159
Excédent accumulé	6	3 882 092	5 068 254	116 361	5 184 615
	7	8 808 598	(9 774 117)	(134 347)	(9 908 464)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	12 456 960	(5 428 861)	(134 347)	(5 563 208)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14